

Qui a détruit la Nature ?

par Laurent Coumel

L'occident a été le pourvoyeur principal des outils et des vecteurs d'épuisement, voire de destruction des écosystèmes et des ressources depuis la Révolution française.

À propos de : Charles-François Mathis et Steve Hagimont (dir.), *La Terre perdue. Une histoire de l'Occident et de la nature XVIIIe-XXIe siècle*, Tallandier, 2025, 448 p., 26 € (ISBN : 9791021057548).

Aux sources occidentales de l'anthropocène

L'entreprise éditoriale était ambitieuse : faire écrire à vingt-huit auteurs et autrices (neuf femmes, soit un tiers du total) une trentaine de chapitres qui sont autant de courts essais sur l'histoire environnementale de « l'Occident », prise sous tous ses angles, depuis le XVIIIe siècle. Saluons le pari, relevé *a priori* avec succès, au vu de la qualité générale des contributions et de celle de l'introduction, modèle de synthèse historiographique. Celle-ci prône d'emblée une histoire environnementale interdisciplinaire qui convoque l'économiste Karl Polanyi, l'anthropologue Philippe Descola et le sociologue et philosophe Bruno Latour – que les coordinateurs font ensuite habilement dialoguer avec le penseur socialiste William Morris (p. 129) – même si quelques noms manquent, comme ceux d'Isabelle Stengers, pour sa collaboration intellectuelle fructueuse avec le dernier, et, surtout, de James Scott, dont le « haut-modernisme » est un concept efficace pour qualifier la méta-idéologie productiviste qui a conduit à la fuite en avant technopolitique et aux ravages socio-

environnementaux du XXe siècle. Loin de s'enfermer dans une lecture réductrice de l'anthropocène comme capitalocène, elle laisse ouvertes les voies d'interprétation, sans nier pour autant la responsabilité du système économique dominant à l'ouest dans le désastre écologique actuel.

La forme compte ici : le livre est accessible à un public large, grâce au parti pris de l'absence de notes et de bibliographies courtes (une par chapitre), et à quatre index (des personnes et des institutions ; des êtres vivants et des milieux ; des lieux ; des phénomènes, objets et notions), en plus d'un (très sommaire) cahier d'illustrations. Il est impossible ici de rendre compte d'autant de contributions, aussi nous contenterons-nous d'en tracer les grandes lignes.

Un guide de l'anthropocène occidental et de ses contradictions internes

Les cinq parties qui structurent *La Terre perdue* suivent un plan astucieux. La première – la plus longue – est consacrée aux « territoires de l'anthropocène », une typologie des milieux bio- et socio-géographiques (campagnes, forêts, montagne – au singulier –, mers et océans, rivages, zones humides, fleuves et rivières, villes et enfin atmosphère et climat), alors que les quatre suivantes exposent les modalités de cette appropriation-dégradation, et tentent d'en expliquer l'intensité : par la culture (II « La nature en mots et en images »), par les mécanismes de soumission (III « Dominer la nature, dominer par la nature ? »), qui n'omet pas les rapports complexes entre humains et animaux (chapitre XIX), par l'exploitation (IV « Toute la richesse du monde »), y compris touristique, et par la conceptualisation juridique, politique et intellectuelle (V « Connaître, réguler, maîtriser la nature pour en repousser les limites »).

L'idée directrice peut être résumée ainsi : « l'Occident », entendu comme l'Europe de l'ouest et l'Amérique du Nord, auxquelles est, ici, parfois associé le Japon, a été le pourvoyeur principal des outils et des vecteurs d'épuisement, voire de destruction des écosystèmes et des ressources dans la période contemporaine au sens classique, c'est-à-dire depuis la Révolution française, même si quelques chapitres s'aventurent aussi à l'époque moderne. Ainsi, « l'Occident » serait le principal responsable de l'orientation prédatrice de l'économie mondiale à l'égard de l'environnement – le terme « extractivisme » apparaît une fois (p. 354), mais n'est

malheureusement pas défini, alors que son *alter ego* « productivisme », pourtant si important dans les analyses des méfaits du capitalisme actuel à l'égard de la nature, est absent. L'exhaustivité est certes inaccessible, mais l'index n'a pas non plus d'entrées pour « impérialisme » et « colonialisme », étudiés ensemble par Richard Grove dans son magistral *Green imperialism* (1995), sans doute la principale lacune bibliographique ici, dans la mesure où l'ouvrage de Grove a rendu « possible une déconstruction historique du discours occidental sur la nature », selon Daniel Hémary¹.

Les chapitres nous transportent dans de multiples espaces, périodes et configurations, interrogeant la propension des sociétés occidentales à exploiter, à consommer (comme le dit très justement le chapitre XXIII, consacré au tourisme), à dégrader, mais aussi à (vouloir) connaître, apprécier et protéger cette « nature » insaisissable qui s'avère autant construite que tangible, même si sa vulnérabilité se fait plus perceptible que jamais en cet été 2026 caniculaire et catastrophiquement sec en Europe, du Portugal à la Grèce et au Danube. Cette relation complexe entre ce qu'on pourrait appeler, à l'instar de Fernand Braudel – cité une fois, mais pour sa Méditerranée seulement (p. 65) – la « civilisation occidentale » d'un côté, et l'environnement de l'autre, se trouve parfaitement illustrée par le cas emblématique du Love Canal, à la frontière canado-états-unienne : un site de dépôt illégal de déchets toxiques (par une puissante entreprise du secteur de la chimie, la Hooker Electrochemical company) qui a rendu malade la population africaine-américaine pauvre habitant ce quartier. Le scandale fut dénoncé en 1976 par la presse locale, situé à quelques kilomètres des chutes du Niagara, ce haut lieu de la patrimonialisation mondialisée d'une nature majestueuse de carte postale.

Un refus des grands récits bienvenu et stimulant

Le grand mérite de *La Terre perdue* est de rendre accessible une érudition maîtrisée, tout en évitant de plaquer une grille d'analyse unique sur tous ces phénomènes. Mais le risque n'est-il pas alors de simplifier à outrance certains des mécanismes – intellectuels, socio-économiques, techno-scientifiques et culturels – qui ont conduit à la catastrophe actuelle ? Prenons pour exemple la recherche de ses

¹ Daniel Hémary, « Richard H. Grove, *Green Imperialism. Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860.* », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 45-2, 1998, p. 489-492.

racines intellectuelles et sociétales. Le livre pose des jalons forts et invite à la réflexion la communauté historienne. Il place en particulier au cœur de l'analyse les notions de propriété et les questions de droit (chapitres XXVI et XXVII), s'inscrivant dans la lignée d'autres entreprises éditoriales marquantes de ces dernières années en histoire environnementale, dont l'écho en France est assez récent². Toutefois, contraint par la brièveté des contributions (une douzaine de pages par chapitre), il s'arrête au milieu du chemin. Outre l'apport des travaux de Scott, déjà cité plus haut, un retour à la célèbre injonction de Descartes à « nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature » manque, même si sont passées en revue avec une belle efficacité certaines des représentations de la Terre et de la nature dans la science, la politique et la peinture occidentale (chapitres XIII, XIV et XV), ainsi que des diverses façons de « dompter » ses risques (chapitre XXV) et des prétentions à la « protéger » (chapitre XXIX). La question du genre (chapitre XVII, au titre réussi : « Sorcières, cuisinières, botanistes, écoféministes : les femmes et la nature ») figure en bonne place, même si le rôle du patriarcat (terme absent) dans l'exploitation et la destruction de certaines ressources, y compris paysagères, aurait pu être évalué dans bien d'autres passages.

Des contradictions émergent d'une contribution à l'autre : peut-on à la fois déplorer que la notion de « développement durable » « dilue les impératifs environnementaux dans l'enseignement des connaissances économiques et sociales » (p. 151) et souligner l'importance de ces dernières dans la question écologique en général, comme le fait le chapitre XVIII (« Fin du monde, fin du mois, et au-delà ») ? L'analyse de la perte par l'écologie de son « potentiel de radicalité critique » (p. 161) aurait gagné à intégrer les travaux du sociologue Pierre Lascombes sur l'institutionnalisation des questions environnementales en une forme d'« éco-pouvoir » privé de sa capacité subversive. On s'étonne aussi de l'absence de quelques figures centrales de l'environnementalisme : ceux du vulcanologue belgo-français Haroun Tazieff, passé par l'expérience coloniale, et du commandant Cousteau, dont le film *Le monde du silence* remporta l'oscar du meilleur documentaire en 1957, alors que Rachel Carson, la biologiste lanceuse d'alerte en 1962, avec *Silent Spring*, sur les dangers des pesticides, s'était elle aussi déjà rendue célèbre aux États-Unis par ses travaux de vulgarisation sur les mers et les océans, dont *The Sea Around Us* (livre paru en 1951 et film documentaire primé aux oscars en 1953). Si ce pan-là de l'activité de Carson est ignoré, le livre de l'océanographe française Anita Conti *Racleurs d'océans*

² Voir notamment l'entretien de Fabien Trécourt avec Fabien Locher, un des contributeurs du livre : « La propriété privée n'a rien de naturel », *CNRS le journal* mis en ligne le 6 juillet 2020 et Estelle Pouliot-Ménard, « Frédéric Graber et Fabien Locher (dir.), *Posséder la nature. Environnement et propriété dans l'histoire* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 20 juillet 2022.

(1953, toujours) est en revanche mentionné (p. 220), même s'il est confondu avec le film documentaire du même nom, court-métrage muet qui n'eut qu'un faible retentissement alors. Plus près de nous, il manque le nom de Greta Thunberg, activiste suédoise devenue célèbre par ses appels à la communauté internationale et par les *Fridays for Future*, manifestations pacifiques pour le climat orchestrées par la jeunesse de nombreuses capitales, y compris Moscou, en 2018-2020 surtout. De quoi questionner aussi les limites de cet « Occident » ?

Pour en finir avec « l'Occident »... ou vive le décentrement heuristique !

Plusieurs études sont traversées de comparaisons avec d'autres aires, en particulier l'URSS. Le chapitre VI (« Une nature pilotée ? Les zones humides, entre convoitise et protection ») rappelle que l'aménagement à des fins d'hydroélectricité du Dniepr est quasi-contemporain de la Tennessee Valley Authority créée en 1933 sous Roosevelt (p. 87) – même si, en l'occurrence, ça n'est pas le seul Staline, mais la direction collégiale incluant encore Lénine, qui l'avait ordonné, reprenant des projets de la fin du XIXe, autrement dit de la Russie tsariste. Et le chapitre XI (« Éduquer à la nature, éduquer pour la nature ») que la conférence internationale sur l'éducation à l'environnement s'est tenue à Tbilissi (Géorgie) en 1977 (p. 149). Le spécialiste de ce pays-empire ne peut ignorer la similitude voire la convergence des inquiétudes écologiques depuis les déforestations du XIXe (voir le personnage du docteur Astrov dans *Oncle Vanja* d'Anton Tchekhov, 1897) jusqu'à l'accident de Tchernobyl en 1986 – évoqué une fois (p. 318). En y réfléchissant, il paraît douteux de vouloir isoler une vision ou une pensée « occidentale » de la nature et des problèmes environnementaux, alors que la démesure du projet bréjnévien de détournement des fleuves, ou de ceux, réalisés, du Barrage des Trois Gorges (en Chine) ou de l'archipel artificiel des Palm Islands (à Dubaï, aux Émirats arabes unis), entre autres, montre que l'esprit anti-écologique souffle où il veut, depuis au moins un demi-siècle... Et il est périlleux de n'analyser la montée de l'environnementalisme après 1945 – avec ses ambiguïtés – qu'en « Occident », alors que la Guerre froide est aussi une période de compétition Est-Ouest dans ce domaine : la part prise par l'URSS comme par l'Europe de l'Est dans ce processus n'est pas des moindres, sans compter les autres acteurs étatiques, à commencer par le Japon, la Chine, les pays décolonisés et l'Amérique du sud. Pour le dire autrement : ne considérer les débats intellectuels, scientifiques et médiatiques, ou

encore l'impact des représentations religieuses sur les mouvements écologistes qu'à l'ouest, c'est se priver d'une vision d'ensemble et des moyens de critiquer finement les travers du productivisme, qui s'accommode parfaitement d'un système socio-économique étatisé.

Le nom de Vladimir Vernadski(j) (1863-1945), par exemple, manque ici cruellement. Ce savant ukraino-russo-soviétique, fondateur de la géochimie et co-inventeur avec le philosophe et théologien français Pierre Teilhard de Chardin (cité, lui, p. 141) du concept de « biosphère » dans les années 1920, aurait mérité lui aussi de figurer dans l'ouvrage, en particulier dans le dernier chapitre (XXX « Penser la planète en Occident »), qui offre sur quatre pages un tableau chronologique des « réflexivités » environnementales depuis trois siècles (p. 385-388). Comme un colloque international récent l'a souligné, il n'est pourtant pas possible d'arriver à l'hypothèse Gaïa de James Lovelock – et Lynn Margulis, malencontreusement oubliée ici – sans passer par Vernadski³.

Allons plus loin : est-il possible de considérer les dégâts écologiques du colonialisme sans prendre en compte les colonisations différentes, mais non moins tangibles, qui marquèrent les espaces russo-soviétiques d'une part, japonais et chinois (eux-mêmes l'objet d'une colonisation partielle par divers empires européens) d'autre part ? Élargir encore la focale pour pratiquer un comparatisme certes risqué, mais plus pertinent peut-être : tel est le défi qui reste à relever, après cette somme stimulante et réussie sur les impacts et les frictions, plus ou moins anciennes, de notre rapport à la nature environnante depuis l'époque moderne. La mention, à plusieurs reprises, des travaux de Dipesh Chakrabarty, qui appela ailleurs à « provincialiser l'Europe », montre qu'il serait injuste de reprocher aux auteurs et autrices un néocolonialisme méthodologique. C'est plutôt l'insuffisance du décentrement heuristique qui transparaît, notamment en conclusion : pointer « l'instrumentalisation de la nature, l'utilitarisme et la raison économique » (p. 392) comme les trois orientations fautives de « l'Occident » n'est pas contestable, mais il aurait fallu alors tenter de savoir pourquoi elles ont pu si facilement s'exporter ailleurs, et éventuellement rencontrer des tendances convergentes ou divergentes sur d'autres continents et sous-continentes. En d'autres termes : s'interroger en profondeur sur la façon dont les « transformations matérielles et culturelles largement impulsées par l'Occident » ont été « ressaisies par le reste de la planète » (p. 20). De ce point de vue, une histoire sociale, culturelle et intellectuelle des rapports entre humains et non-humains (objets techniques compris)

³ « The Biosphere. Vladimir Vernadsky and the Making of Planetary Science », colloque organisé le 26 juin 2026 à l'université Ca'Foscari à Venise.

ne saurait faire l'économie d'une généalogie des conceptions philosophiques, religieuses et scientifiques dans le cadre d'une histoire vraiment transnationale, voire globale : en incluant la totalité des aires géo-historiques qui composent l'humanité. Vaste programme auquel les études aréales et les humanités environnementales vont devoir s'atteler, afin de constituer, sinon un grand récit explicatif, du moins des moyens récits parallèles enchevêtrés.

Publié dans lavedesidees.fr, le 22 septembre 2026.